



PNUD Togo Newsletter

N°08 - Mai 2017

CONFÉRENCE SUR LES OCÉANS : LE TOGO S'Y PRÉPARE

En prélude à la tenue de la Conférence de Haut niveau sur les Océans prévue à New York du 05 au 09 juin 2017, une trentaine de pays, dont le Togo, préparent les consultations nationales sur les océans avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).



Vue partielle du port de pêche de Lomé

Au Togo ces consultations ont été conduites par le Haut Conseil pour la Mer (HCM) en collaboration avec le ministère de l'environnement et des ressources forestières et le ministère des infrastructures et des transports. Une sensibilisation des pêcheurs et des communautés de

la zone côtière a été organisée le mercredi 24 mai 2017 au Port de Pêche de Lomé, suivie d'un atelier national de consultation des acteurs intervenant dans le milieu marin deux jours après qui a réuni plusieurs acteurs du secteur publique, du privé, de la société civile et du monde de la recherche.



Elles ambitionnent de créer un élan vers la Conférence sur les océans pour aider les pays et les parties prenantes à concevoir et à préparer des engagements volontaires, contribuant à l'atteinte des cibles de l'ODD 14.

'La mer constitue l'un des principaux leviers de développement de nos Etats. Si les opportunités sont déterminantes pour notre existence, il faut aussi souligner que l'exploitation excessive des océans constitue une vraie préoccupation', a déclaré Stanislas Baba, le président du Haut Conseil pour la Mer (HCM).



Plus de 300 acteurs composés de pêcheurs et de femmes mareyeuses ont été sensibilisés

sur l'ODD 14 et son importance pour l'ensemble du programme de développement durable à l'horizon 2030, le nouveau code de la pêche ainsi que les opportunités qu'il présente en rapport avec l'ODD 14 et les menaces de la pêche illicite et son impact sur la biodiversité des océans.



L'atelier national de consultation des acteurs intervenant dans le milieu marin a permis de sensibiliser les différentes parties prenantes (les représentants des administrations publiques, de la recherche, du secteur privé et de la société civile) sur le programme de développement durable à l'horizon 2030.

La rencontre a servi de cadre pour l'élaboration et la validation des actions à mener dans le cadre des engagements volontaires sur les cibles de l'ODD 14 pour le Togo. Il a permis au Togo de disposer d'une feuille de route pour la mise en œuvre des engagements volontaires en matière de mise en œuvre de l'ODD 14.

Cette rencontre a été ouverte par **M. André Kouassi Ablom JOHNSON**, Ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières en présence de **M. Ninsao GNOFAM**, Ministre des Infrastructures et des Transports et du Ministre Conseiller pour la Mer, **M. Stanislas BABA**.



Photo de famille des participants à l'atelier national de sensibilisation, autour des membres du gouvernement et du Représentant. Résident adjoint du PNUD (2^e à partir de la droite)

Le PNUD œuvre aux côtés de plus de 100 pays pour soutenir la restauration et la préservation de nos océans, ainsi qu'une meilleure gestion de nos ressources marines surexploitées.



Nos océans

- Fournissent de l'eau potable par le biais du cycle d'évaporation et des précipitations ; contribuent à l'emploi et à la croissance économique ; constituent une source d'énergie et sont essentiels au transport ; abritent une biodiversité et des écosystèmes importants ;
- Permettent, selon une estimation mondiale, à une personne sur dix de subvenir à ses besoins, et certaines de ces personnes font partie des plus pauvres et des plus vulnérables du monde ;
- Sont la plus grande source de protéines pour quatre personnes sur dix dans le monde.

Mais déjà :

- Quarante pour cent des océans du monde sont fortement touchés par les activités humaines comme la pollution, l'épuisement des ressources halieutiques et la disparition des habitats côtiers ;
- Environ 90% des ressources marines mondiales sont déjà exploitées au maximum ou surexploitées ;
- Un cinquième de tous les récifs coralliens et mangroves ont été perdus, ainsi que près d'un tiers des prairies sous-marines, tous essentiels aux habitats marins.

Au Togo la pêche occupe plus de **22 000** acteurs et représente 4,5% du PIB. **20 000** tonnes de poissons sont capturées chaque année ; **90%** des produits halieutiques sont transformés localement.

RAPPORT ODD : LE TOGO PEAUFINE SON DOCUMENT



Le rapport du Togo pour la revue nationale volontaire sur la mise en œuvre des Objectifs du développement durable (ODD) est en cours d'élaboration. Des cadres de plusieurs départements ministériels et des partenaires techniques et financiers se sont retrouvés du 23 au 27 mai 2017 à Kpalimé (environ 120 km au nord de Lomé), pour affiner les dernières touches de ce document à soumettre au Forum Politique de Haut Niveau prévu du 10 au 19 juillet prochain à New York aux Etats Unis.

« **Eradiquer la pauvreté et promouvoir la prospérité dans un monde changeant** » c'est le thème retenu cette année pour les revues nationales volontaires. Il porte sur les ODD1,2,3,5,9,14 et 17.

Les participants ont été appelés à analyser la mise en œuvre de l'ODD1 (réduction de la pauvreté), l'ODD2 (élimination de la faim), l'ODD3 (santé), l'ODD5 égalité genre), l'ODD9 (industrialisation), l'ODD14 (Protection des ressources marines) et l'ODD17 (partenariat), et à relever les bonnes pratiques, les difficultés et les leçons apprises.

Le processus d'élaboration du rapport du Togo pour la revue nationale volontaire sur la mise en œuvre des Objectifs du développement durable (ODD) a été lancé en avril avec la séance d'information des acteurs du développement à savoir l'Administration publique, le secteur privé, la société civile et les partenaires techniques et financiers. Ces derniers ont été ensuite invités à informer sur leur contribution à la mise en œuvre des ODD à travers le renseignement d'une fiche de collecte.

Cette étape du processus se nourrit des contributions spécifiques, entre autres, du

PNUD, de l'UNFPA, de l'OMS, du Haut Conseil pour la Mer, ainsi que des informations collectées auprès d'un large éventail d'acteurs du développement. L'exercice portera sur les efforts que le pays a fournis dans le cadre de la mise en œuvre des ODD.

"Le Forum Politique de Haut Niveau est un mécanisme qui a été mis en place depuis Rio 20 pour que les pays du monde entier ayant adopté l'agenda 2030 basé sur les ODD, aient l'occasion de faire une revue où chacun devrait dire chaque année, ce qu'il a pu réaliser dans le cadre de la mise en œuvre des ODD. Il permet aux pays retenus de présenter devant la communauté internationale, les efforts faits dans le cadre de la mise en œuvre des ODD" a indiqué M. Gervais Méatchi, Directeur de la Planification et des Politiques de Développement.

Depuis l'adoption de l'agenda 2030 en septembre 2015 par la communauté internationale, toutes les parties prenantes notamment les Etats se sont employés à la recherche des moyens innovants et d'outils adéquats en vue d'intégrer dans leurs

politiques, stratégies et programmes de développement, les principes, thématiques et paradigmes du programme de développement durable, a-t-il ajouté.



La rencontre est organisée par le ministère de la planification du développement à travers la direction de la planification et des politiques de développement avec l'appui technique et financier du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).



INCLUSION FINANCIÈRE : DERNIÈRE PHASE POUR L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE NATIONALE



Après l'étude sur la demande des services financiers qui a permis de connaître les besoins et les aspirations des populations exclues du système classique financier, les résultats d'une étude menée au premier trimestre de cette année sur l'offre et la réglementation ont été dévoilés le 26 mai dernier. Une dernière étape d'un processus en vue d'élaborer une stratégie nationale de la finance inclusive.

Avec l'appui du PNUD et de UNCDF, le Gouvernement du Togo s'appuie sur la méthodologie MAP (Making Access to financial services Possible - 'Rendre accessibles à tous les services financiers') pour conduire le processus à son terme.

Le MAP a pour objectif d'effectuer un diagnostic qualitatif et quantitatif approfondi de la demande de services financiers par la population. Il permet également de faire un diagnostic qualitatif et quantitatif approfondi de l'offre, des canaux de distribution et de la

réglementation et enfin, d'actualiser la feuille de route de la stratégie pour l'inclusion financière au Togo.

Même si des efforts sont faits pour élargir la couverture aux zones périurbains et rurales, la plupart des établissements de micro-crédit restent concentrés sur la capitale et les grandes villes indique l'étude. « L'ouverture d'agences en zone rurale s'avère coûteuse et peu rentable » peut-on y lire.



‘La finance inclusive, à travers ses innovations technologiques et son adaptation aux conditions locales, a démontré son importance dans le financement du secteur privé pour la création de richesse et la promotion de l’emploi au profit des couches vulnérables et économiquement actives’, a déclaré Khardiata Lo N’Diaye, la représentante résidente du PNUD, lors de la publication des résultats de l’étude.

Les clients des sociétés de micro finance sont satisfaits des services proposés à 55,4%, mais 44,6% ont un sentiment inverse.

Cette proportion est à peu près similaire pour le type de produits proposés (51,1% des personnes interrogées estiment qu’ils répondent aux besoins). L’accès aux produits financiers est plus répandu en zone urbaine et s’améliore généralement avec la progression des revenus.

De même, l’étude indique que les banques sont quasiment absentes dans le financement agricole et l’on note la présence relative et de plus en plus visible des Institutions de micro finance (IMF) dans le secteur en particulier grâce aux produits FNFI

L’étude indique qu’une grande majorité de la population cible de la finance inclusive n’a pas recours au crédit, n’effectue que très peu de transactions, n’épargne pas et ne réalise aucun transfert d’argent.

La marge de progression est donc grande pour populariser cet instrument de développement. Le rapport recommande d’être plus proche des attentes et des besoins des populations en améliorant la disponibilité et l’accessibilité au financement agricole, en facilitant les conditions d’accès au crédit, en gérant mieux le risque, entre autres.



Elle a félicité le gouvernement pour s’être engagé dans l’élaboration et la mise en œuvre d’une Stratégie nationale d’inclusion financière.

